

# Police National Database

Il est très rare que l'on puisse retracer les origines d'un projet national d'infrastructure à un événement précis; le projet « Police National Database » fait exception.

## EN RÉACTION À L'ENQUÊTE BICHARD

En 2002, au Royaume-Uni, deux enfants, Holly Wells et Jessica Chapman, ont été assassinées par Ian Huntley, le concierge de leur école. Sir Michael Bichard (maintenant lord Bichard) a conduit l'enquête publique se penchant sur ce crime et a recommandé en premier lieu que tous les corps policiers du Royaume-Uni mettent en commun les renseignements – observations, rapports et soupçons – qui se trouvent dans leurs systèmes individuels. Si une telle méthode avait déjà été en place, Huntley aurait probablement été perçu comme une menace pour les enfants beaucoup plus tôt.

Le Home Office, à titre de bureau principal offrant des services de soutien à l'échelle nationale aux corps policiers de première ligne, a géré la mise en œuvre du système maintenant connu sous le nom de Police National Database (« PND »). Ce dernier change la façon de travailler de la police britannique.

## LES BESOINS DU HOME OFFICE

Le regroupement des renseignements détenus par l'ensemble des corps policiers du Royaume-Uni était une tâche laborieuse nécessitant l'examen d'environ 200 bases de données différentes, et l'information contenue dans plusieurs d'entre elles était incompatible. Il ne s'agissait pas de simplement relier les bases de données, mais il fallait également convertir leurs contenus pour les rendre compatibles. Le système devait être complètement sécurisé afin qu'aucune personne non autorisée n'ait accès aux données.

## LE DÉFI

Un système provisoire nommé Impact Nominal Index (« INI ») a été mis en œuvre. Il a permis aux corps policiers de savoir si d'autres corps détenaient de l'information sur un individu ou un événement. Cependant, pour accéder à cette information, il fallait en faire la demande par courriel ou par télécopieur et attendre jusqu'à deux semaines avant d'obtenir une réponse. La base de données PND qui s'ensuivrait devait assurer un accès facile et rapide à l'information.

Les 43 corps policiers indépendants d'Angleterre et du pays de Galles possèdent des données, tout comme les huit corps policiers d'Écosse, le service de police de l'Irlande du Nord, la British Transport Police et d'autres organismes nationaux d'application de la loi tels que la Serious Organized Crime Agency (« SOCA ») et le Child Exploitation and Online Protection Centre (« CEOP »). Les données sur les crimes, la garde d'enfant, la

## ÉTUDE DE CAS

### JUSTICE

*« La mise en œuvre de PND représente un changement stratégique dans les méthodes d'application de la loi. Ce cas illustre parfaitement les avantages de notre travail collaboratif avec les corps policiers et notre partenaire commercial de confiance. »*

**Nick Gargan**

**Chef de police et ancien directeur général du National Policing Improvement Agency (« NPIA »)**

violence faite aux enfants et la violence familiale sont entreposées dans des centaines de bases de données indépendantes, partout au pays.

Regrouper toutes ces sources en une seule base de données cohérente et interrogeable était laborieux. Les corps policiers enregistreraient les données sur les gens, les événements et même les couleurs de façon différente. Les noms ne sont pas toujours bien orthographiés et bon nombre de personnes qui figurent sur ces bases de données utilisent plusieurs pseudonymes. Les liens qui existent entre les personnes sont enregistrés différemment.

La base de données consolidée devait être protégée par des contrôles d'accès rigoureux et rendre possible sa mise à jour en temps quasi réel par chacune des autres bases de données.

Les données devaient également être révisées et chaque corps policier devait, par l'entremise du projet de gestion de l'information policière du Home Office, analyser ses données afin d'éliminer les duplications et les renseignements désuets avant de mettre les renseignements en commun pour PND.

## NOTRE SOLUTION

CGI et le Home Office ont travaillé avec chaque corps policier et chaque organisme afin de normaliser leurs données à l'aide d'un programme spécialement adapté qui convertit automatiquement les différentes méthodes d'enregistrement des données en une seule méthode utilisée par PND. Ce programme a évité d'avoir à faire des changements manuels pendant plusieurs mois. Il a automatiquement converti les nouvelles données au format utilisé par PND et aide à relever plusieurs défis informatiques complexes inhérents au développement et à la mise en œuvre de PND. Il met également à jour la base de données centrale de façon automatique selon les caractéristiques des bases de données des corps policiers, soit lors de l'ajout de nouvelles données ou par lots quotidiens.

La base de données PND est hébergée dans un de nos centres sécuritaires de traitement des données et est reliée aux bases de données et aux terminaux des corps policiers par l'entremise d'un réseau entièrement crypté. Nous avons installé une fonction de recherche intelligente qui permet d'effectuer des recherches par personne, par sujet, par emplacement ou par événement. Cette méthode met donc en évidence les pseudonymes, les événements survenus sur une même route ou dans une même région et les complices connus ou présumés. La fonction de recherche permet également l'exploration d'autres possibilités, telles que les différentes orthographes d'un même nom ou la même date de naissance de personnes enregistrées en tant que distinctes, ce qui pourrait permettre de repérer une personne utilisant plus d'un nom.

PND est un système « confidentiel ». Nous devons donc y appliquer des procédures de sécurité rigoureuses. Les postes de travail fixes reliés à PND ont été placés dans des locaux sécurisés approuvés par un inspecteur du gouvernement (les appareils mobiles ne sont pas autorisés à se connecter à la base de données). L'accès aux postes de travail devait se faire à l'aide d'une combinaison de cartes à puce et de mots de passe. L'accès est accordé en fonction du rôle de chacun; les utilisateurs ne peuvent consulter

que l'information pour laquelle ils ont préalablement obtenu une autorisation. Les activités des utilisateurs sont horodatées et enregistrées, tout comme les résultats des recherches. Il existe ainsi une piste de vérification pour chaque interrogation. Il est également possible de surveiller l'accès à PND en temps réel.

Notre travail auprès du Home Office et des corps policiers concernés a permis à nos partenaires, à nos fournisseurs (Cable & Wireless, IBM, Microsoft, Oracle, Northgate et Sungard, maintenant Capita) ainsi qu'à nous-mêmes, de mettre en œuvre la fonctionnalité initiale en moins de deux ans. Comme l'affirme Jennie Cronin, directrice du programme PND pour le Home Office à l'époque et maintenant à la tête de la création de la nouvelle entreprise de TIC au service de la police (la Police ICT Company) : « Il s'agissait d'un travail extrêmement complexe qui nécessitait une étroite collaboration ».

Le premier chargement de données vers le nouveau système a été amorcé en mai 2010 et le lancement officiel de PND a eu lieu en juin 2011. La mise en œuvre de PND a été complétée au cours de l'année 2012 lors de l'ajout des fonctionnalités supplémentaires.

## UNE VÉRITABLE RÉUSSITE

Les criminels et les terroristes ne limitent pas leurs délits à un seul district de police. Avant la mise en œuvre de PND, ils étaient en mesure de profiter du partage inefficace ou inexistant des renseignements entre les différents corps policiers.

Bien que la police pouvait consulter les faits prouvés, tels que les condamnations, par l'entremise du système Police National Computer (« PNC ») à l'échelle nationale, il lui était toutefois difficile d'accéder aux renseignements nationaux. La condamnation de Huntley a jeté la lumière sur cette lacune. Le criminel avait attiré l'attention de la police en utilisant deux noms différents, auxquels étaient associés des renseignements sur huit cas distincts d'infractions sexuelles échelonnées sur une période de quatre ans. Si ses employeurs avaient été au courant de ces faits, ils n'auraient pas engagé Huntley en tant que concierge d'école.

Mais surtout, PND l'aurait probablement perçu comme une menace dès le début de sa carrière criminelle malgré son utilisation de pseudonymes, ce qui aurait permis à la police d'ouvrir une enquête à son sujet plus tôt.

PND comble cette lacune et donne à la police une vue complète de l'information existante. L'obtention de renseignements, qui était auparavant très difficile à effectuer manuellement ou qui pouvait donner lieu à un délai de traitement pouvant aller jusqu'à deux semaines par l'entremise du système provisoire INI, se réalise maintenant en quelques minutes. Désormais, 12 000 utilisateurs inscrits peuvent établir, selon leurs droits d'accès, des liens entre les suspects, les événements et les emplacements.

Les résultats ont pu être observés quelques jours seulement après le lancement du système.

- Détection, dans le sud du pays, d'activités illégales conduites par un groupe de crime organisé, originaire du nord du pays
- Obtention de nouvelles données concernant plus d'un tiers des délinquants sexuels recherchés enregistrés dans la région de Londres

- Découverte d'information à propos d'infractions sexuelles commises sept ans auparavant, qui a mené à l'établissement de mesures de protection
- Repérage d'activités illicites d'un important trafiquant de drogues dans plusieurs régions encadrées par différents corps policiers

Comme l'affirment les parents d'Holly, Kevin et Nicola :

*« PND est un excellent moyen auxiliaire d'enquête qui a le potentiel de changer les méthodes d'application de la loi. Il s'agit d'une étape importante pour le NPIA, pour la police et pour nous. »*

(NPIA est un ancien organisme du Home Office.)

Nous amorçons actuellement la deuxième phase du projet, au cours de laquelle les procédures analytiques seront appliquées aux données afin d'accélérer le travail de la police en leur donnant une vue directe des liens possibles entre les personnes, les sujets, les emplacements et les événements par l'entremise d'un format simple et graphique.

#### POURQUOI CHOISIR CGI?

Rares sont les organisations qui ont la capacité de gérer un projet d'une telle envergure faisant appel à autant de fournisseurs, ou qui peuvent créer un système de données entièrement sécurisé et fiable destiné à des milliers d'utilisateurs travaillant au sein de dizaines d'organisations différentes.

Tout comme nous l'avons fait lors de la création d'un système semblable, mais de moindre envergure, destiné à la gendarmerie et à la police nationale de France, nous avons exécuté ce projet en respectant les échéances et en deçà des budgets prévus.

Ce projet ne se limite pas à la création d'un système informatique. Il a doté les autorités d'une nouvelle arme précieuse pour la lutte contre le crime et le terrorisme, que nous raffinerons et améliorerons progressivement.

Pour en savoir davantage, écrivez-nous à [government@cgi.com](mailto:government@cgi.com) ou visitez [www.cgi.com/gouvernements](http://www.cgi.com/gouvernements).

Fondée en 1976, CGI est un fournisseur mondial de services en technologies de l'information (TI) et en gestion des processus d'affaires qui offre des services-conseils en management, des services d'intégration de systèmes et d'impartition. Grâce à ses 69 000 membres présents dans 40 pays, CGI a un bilan inégalé de projets réalisés selon les échéances et budgets prévus. Nos équipes s'arment aux stratégies d'affaires des clients afin d'obtenir des résultats probants sur toute la ligne.

Le projet sur lequel porte cette étude a été mis en œuvre par Logica, acquise par CGI en août 2012.